

Le dilemme du Proche-Orient

Il est très difficile de parler sereinement du drame du Proche-Orient tant ce sujet suscite de passions. Le manichéisme domine deux discours contradictoires : pour la majorité des Français, même ceux que l'on ne peut taxer d'antisémitisme et encore moins d'arabophilie, les Israéliens sont seuls coupables d'une situation créée par l'occupation des territoires palestiniens et leur refus d'appliquer la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU (la seule résolution dont tout le monde ait retenu le numéro !) ; pour d'autres, les organisations palestiniennes recourent au terrorisme et veulent, quoi qu'elles en disent, détruire l'État d'Israël, justifiant par là même la répression israélienne. La plupart, dans les deux camps, cultivent un même angélisme : il suffirait, pour que règne enfin la paix dans la région, qu'Israël reconnaisse la souveraineté d'un gouvernement palestinien sur la totalité de la Judée-Samarie et de la bande de Gaza et que les deux États israélien et palestinien concluent une paix des braves.

Est-ce si simple ? Demandez-le donc aux intéressés. Dans les deux camps, nombreux sont ceux qui n'en peuvent plus de la guerre, de la peur, des privations, des deuils, et qui aspirent à la paix sans savoir comment elle pourra survenir. Moins nombreux, mais on ne saurait les ignorer, sont ceux qui oeuvrent à des rapprochements hélas plus symboliques qu'efficaces, cherchant désespérément à faire évoluer les mentalités et à aboutir à une compréhension mutuelle. Nombreux aussi sont ceux qui n'envisagent que des solutions extrêmes : éviction de tous les juifs ou de tous les Arabes selon le cas du territoire de l'ancien mandat britannique. Enfin, il y a le réalisme qui s'impose à ceux qui ont en charge la destinée des deux peuples, réalisme qui leur ordonne de rechercher une solution à la crise sans pour autant ignorer les obstacles, apparemment infranchissables, qui se dressent sur la route.

Il n'est de guerre juste que dans les esprits. Dans les deux camps, on défend une cause juste qui plonge ses racines dans une histoire qui remonte au XIX^{ème} s.

1880-1913 : À la veille de la Grande Guerre

À la fin du XIX^{ème} s., les juifs d'Europe paient d'une renaissance de l'antisémitisme (pogroms en Russie notamment) leur émancipation sociale. Chez certains germe l'idée d'un « Retour à Sion », à la Palestine où subsiste une vieille communauté qui vit en paix avec les Arabes, se consacrant à l'étude et à la prière. Une première vague d'immigration dans les années 1880 est un semi échec.

C'est à cette époque que Théodore Herzl, un journaliste juif autrichien, propose, contre la majorité des juifs partisans de l'assimilation, de créer une nation fondée sur la mémoire religieuse du peuple juif mais surtout sur un sionisme laïque prenant appui sur la diplomatie, la renaissance de l'hébreu et surtout la colonisation de la Palestine. Mais cette terre n'est pas vide, la « question arabe » va diviser les dirigeants juifs, entre l'angélisme et la lucidité.

À cette même époque, l'empire ottoman est sur le déclin. Sa population en majorité rurale et musulmane, cohabite avec des communautés juives et chrétiennes. La Terre Sainte suscite un regain d'intérêt de la part des puissances européennes, comme le montre le voyage de Guillaume II en 1898.

La société arabe repose encore sur les grandes familles de notables et certains propriétaires vendent au prix fort leurs terres aux juifs. Ces ventes comme les débuts de l'immigration sioniste commencent à susciter l'inquiétude. Une nouvelle presse et des associations patriotiques en portent témoignage.

Pourtant, le nationalisme arabe naissant est avant tout dirigé contre la Sublime Porte et l'autoritarisme des gouverneurs turcs en Palestine et en Syrie. À la veille de la guerre, la violence est encore rare en Palestine entre arabes et juifs.

En 1904 s'installe une seconde vague d'immigrés, plus motivée. Pourtant, à la veille de la première guerre mondiale, les juifs sont encore peu nombreux à avoir émigré vers la Palestine.

1914-1928 : les promesses aux deux communautés

Pendant la guerre, sous l'influence de Weizmann, les sionistes orientent leur effort vers la Grande-Bretagne pourtant engagée avec les Arabes. Cette dernière s'entend avec la France et, par la « déclaration Balfour », ces deux pays se prononcent en novembre 1917 en faveur d'un « foyer national juif » en Palestine.

L'empire ottoman démantelé, la SDN confie à la Grande-Bretagne un mandat sur la Palestine, mandat qui intègre la déclaration Balfour. Une troisième vague d'immigration, d'inspiration socialiste, bâtit une société de pionniers qui commence à développer l'économie. Les dirigeants veillent à renforcer la société juive tandis que les Britanniques, que leurs intérêts poussent vers les Arabes, réduisent la portée de la déclaration Balfour.

L'empire ottoman, « homme malade de l'Europe », a pris le parti des puissances centrales dans la guerre. Il attire les convoitises de la Grande-Bretagne et de la France. Londres encourage les Arabes à se rebeller en échange d'un futur royaume indépendant et la grande révolte arabe contre les Turcs, lancée en 1916, permet aux Anglais de conquérir la Palestine. Pourtant, la déclaration Balfour et, surtout, la révélation d'un accord secret entre Londres et Paris sur un partage d'influence dans la région anéantit les espoirs arabes.

L'établissement de mandats français et britannique sur la région, ruinant les espoirs nationalistes de Fayçal, met à mal les relations de ce dernier avec les dirigeants sionistes pourtant bonnes durant la guerre. L'opposition aux juifs se radicalise en Palestine. Les heurts font de nombreux morts en 1921 mais la situation s'apaise au milieu des années 1920.

La politique anglaise reste équilibrée et laisse à chaque communauté une grande autonomie interne. Les juifs profitent de cette autonomie pour constituer partis et syndicats tandis que les Arabes ne saisissent pas l'opportunité de se doter de structure politiques modernes.

1929-1941 : Le fossé se creuse entre les communautés

En 1929, un calme apparent est rompu par des émeutes arabes meurtrières, comme à Jérusalem et à Hébron où l'ensemble de la vieille communauté juive est anéantie. Même si, à Jérusalem, elles sont déclenchées sur des thèmes religieux, elles sont aussi la conséquence des frustrations arabes devant le développement de la communauté juive. Afin de calmer les Arabes, Londres établit des limites à l'ambition du foyer national juif en Palestine. Le nouveau leader juif David Ben Gourion met sur pied une armée clandestine, la *Haganah*, et organise la défense de la communauté juive. Le *kibboutz* devient une pièce maîtresse dans le dispositif militaire.

À partir de 1933, l'accession de Hitler au pouvoir entraîne une forte vague de réfugiés juifs d'Allemagne. D'origine plus aisée, ces immigrés vont donner une impulsion décisive à une économie juive déjà prospère.

Avec cette nouvelle vague d'immigration, les Arabes perçoivent enfin le piège dans lequel les enferme une tutelle anglaise qui ne les protège pas de la dépossession de leur pays. La grande grève est lancée en 1936, suivie d'une insurrection qui dure six mois. Une commission royale vient écouter les doléances arabes mais le partage du pays proposé par Londres en 1937 est rejeté par un camp arabe divisé. Le mufti élimine les leaders les plus modérés et se rapproche de l'Allemagne.

Les persécutions nazies et la menace de guerre, tout comme le refus par les Arabes de tout statut minoritaire pour les juifs au sein de la future Palestine, rendent l'atmosphère très lourde. En mai 1939, Londres publie un Livre blanc qui restreint dramatiquement l'immigration à l'heure où des milliers de juifs européens sont pris au piège hitlérien. Le Livre blanc va rester en vigueur durant le conflit en dépit de l'effort de guerre consenti par les juifs. Pour ces derniers, malgré tout, la lutte anti-nazie est désormais le premier des combats. La révolte arabe reprend jusqu'au contrôle d'une grande partie du pays mais à l'automne 1938 Londres rétabli durement l'ordre et pourchasse les dirigeants. Les Palestiniens ne se remettent pas avant longtemps de tous leurs morts, déportés ou prisonniers. En mai 1939, un nouveau Livre blanc britannique limite la colonisation juive et annonce l'indépendance arabe. Pour les insurgés, c'est une victoire posthume. Mais en septembre la guerre mondiale éclate, une trêve tacite s'instaure entre juifs et Arabes.

1942-1947 : VERS UN ÉTAT JUIF

Avec la guerre, la création d'un État devient l'objectif des sionistes. Ils participent aux combats dans la région aux côtés des Anglais mais, dès que la menace sur la Palestine s'éloigne, malgré les sympathies nazies des leaders arabes et les nouvelles qui affluent sur la « solution finale », Londres revient à sa politique antisioniste.

De leur côté, les Arabes de Palestine ne bougent pas pendant tout le conflit. Le mufti de Jérusalem est parti à Berlin.

En 1945, la guerre finie, plus d'un million de rescapés de l'extermination errent dans une Europe dévastée. Une partie de ceux-ci viennent renforcer la communauté juive en Palestine. Les différentes organisations nationalistes juives se regroupent et lancent d'incessants sabotages et attentats contre les Anglais. La violence culmine avec l'explosion, en juillet 1946, de l'hôtel King David à Jérusalem. La passivité des Arabes se prolonge. Les dirigeants, divisés et décimés par la répression de la décennie précédente, se rangent à nouveau derrière le mufti, rentré d'Allemagne, pour réclamer l'indépendance. Le pays devient ingouvernable et l'échec de toutes les tentatives de conciliations décide Londres à s'en remettre à l'ONU en février 1947.

L'opinion européenne et surtout américaine est émue par le sort des juifs massacrés par les nazis, dépossédés de leurs biens, empêchés par les Anglais d'entrer en Palestine et, quand ils tentent d'y entrer illégalement, regroupés derrière des barbelés à Chypre. De leur côté, convaincus de leur bon droit, les leaders arabes négligent la commission des Nations Unies et les opinions occidentales. À leurs yeux, il y a des autochtones face à des colons étrangers. Il s'en ensuit que les Nations Unies se prononcent en novembre 1947 pour le partage et la création d'un État juif. Les sionistes ont gagné et, pourtant, l'avenir est sombre.

En donnant un État aux rescapés des camps nazi, l'Occident a réparé sur le dos des Arabes un crime qu'ils n'ont pas commis. Assommés par le verdict, ils laissent exploser leur colère dans tout le Proche-Orient et organisent la défense des villes et villages palestiniens.

1948-1954 : UN ÉTAT BÂTI SUR LES RUINES D'UNE GUERRE

La fin du mandat britannique

Dans l'hiver 1947-1948, la fin du mandat britannique approche, la Grande-Bretagne ne cache pas son désir de voir naître un État unitaire à majorité arabe et essaie d'étrangler la communauté juive par un embargo total. D'autre part, en vertu de traités passés, elle envoie des armes à ses alliés hachémites d'Irak et de Transjordanie.

Au début de 1948, les Arabes de Palestine sont sur le pied de guerre. Le Haut Comité arabe exige l'indépendance immédiate de la Palestine mais la division règne, les troupes sont mal préparées, la coordination inexistante et la méfiance totale. Deux armées arabes se constituent.

La première dès janvier sous les ordres du fameux Fawzi al-Kawukji, ancien officier de l'armée ottomane dont l'objectif est la Galilée et les hauteurs de Cisjordanie, la seconde rassemblée autour de Abd al-Kader al-Husseini, neveu du Mufti revenu en Palestine après 10 ans d'exil, sur les collines de Jérusalem et dont le champ d'action doit aller de Jaffa à Ramallah.

Sur le plan militaire la situation des juifs est très précaire. Ils ne possèdent que du matériel léger, la Haganah ayant surtout une vocation d'autodéfense, seul le *Palmach* (organisation socialiste) est en mesure d'attaquer. Du haut des collines et des montagnes, les Arabes dominent les agglomérations juives et menacent les communications entre les colonies. Fin janvier, entre en Palestine l'armée de Kawukji. En mars 1948 la route de Jérusalem est coupée, la situation des juifs semble désespérée. Les États-Unis ne croient plus à la viabilité d'un État juif et, le 19 mars, demandent la suspension du plan de partage et envisagent même une tutelle sur la Palestine. L'ONU vote une résolution ordonnant une trêve, acceptée par les Arabes mais rejetée par les juifs.

Mais à la fin mars, les sionistes parviennent à faire entrer clandestinement dans les ports de Palestine de nombreuses armes légères provenant de Tchécoslovaquie. En prévision de l'invasion des États arabes après la fin du mandat, il s'agit d'élargir les zones sous contrôle et d'y éviter la présence d'une cinquième colonne arabe. Ygaël Yadin, le chef des opérations de la *Haganah* et David Ben Gourion mettent en application le plan *Dalet* début avril 1948. Les volontaires affluent, c'est la reconquête juive.

Le mois d'avril voit le début de la contre-offensive juive centrée d'abord sur les villages arabes entourant Jérusalem. Le village de Quastel, enjeu stratégique important, est repris puis à nouveau perdu le 8 avril par les Arabes, leur chef charismatique Abd al-Kader trouve la mort dans la bataille. La même nuit c'est le massacre de 254 civils à Deir Yassin par les dissidents de l'*Irgoun* et du groupe *Stern*, actions condamnée par les officiels sionistes mais qui démoralisent les Arabes et provoquent un début d'exode.

Les villes arabes tombent très vite : Tibériade le 18 avril, Haïfa le 22, Safed le 10 mai, Jaffa le 13, Acre le 17. Les Palestiniens ont perdu 14.813 morts. Il n'est plus pour eux de salut que venant de leurs voisins arabes, mais ces derniers restent divisés : le roi Abdallah de Transjordanie fait savoir que sa Légion arabe ne combattrait pas dans la partie juive du plan de partage, tandis que les quatre autres États se préparent à intervenir davantage pour contrer les visées d'Abdallah que pour soutenir la Palestine.

Quelques heures avant la fin du mandat, une ultime entrevue entre Golda Meïr et le Roi Abdallah de Transjordanie échoue.

Malgré la formidable menace des cinq armées arabes aux frontières, le 14 mai 1948, les Britanniques quittent la Palestine, l'État d'Israël est proclamé à Tel-Aviv par David Ben Gourion. Il est très vite reconnu par l'URSS et les États-Unis, fait exceptionnel alors que débute la guerre froide. Dès le lendemain à l'aube, c'est l'invasion arabe : la première guerre israélo-arabe commence.

La première guerre israélo-arabe

Sur le papier, la supériorité du camp arabe semble écrasante. Il dispose des hommes, du matériel et de la profondeur stratégique. Mais les Israéliens ont pour eux une assez forte unité de commandement, une grande supériorité tactique et une expérience du combat souvent acquise durant la récente guerre mondiale. Ils sont surtout une lucidité et un moral à toute épreuve. Leur existence même est en jeu. Quant aux troupes arabes, à l'exception de la Légion arabe d'Abdallah, elles font preuve de peu de combativité. Les paysans égyptiens ou irakiens, qui ne se battent pas pour leur terre, ne sont guère dévoués à des chefs corrompus et incompetents. À cela s'ajoute le manque de coordination entre les armées alliées et leurs difficultés logistiques.

Plusieurs campagnes foudroyantes seront nécessaires pour consolider l'accès à Jérusalem-Ouest puis le carrefour central en juillet, conquérir toute la Galilée en octobre et enfin le Néguev jusqu'à la mer Rouge (opération "dix plaies"). Les combats s'arrêtent définitivement en mars 1949 et les accords de Rhodes sont signés la même année.

Entre temps, Ben Gourion se s'est débarrassé des unités dissidentes de droite (l'*Irgoun*) puis de gauche (le *Palmach*). Le nouvel État a gagné sa légitimité davantage par les armes que par le plan de partage de l'ONU.

Le bilan de la première guerre est très lourd côté juif avec 6.000 morts, dont 2.000 civils, la vieille ville juive de Jérusalem est perdue mais le territoire est plus étendu que celui initialement prévu par l'ONU. Ces nouvelles frontières mieux défendables, conquises par les armes, sont légitimées par les accords de Rhodes. Quant au problème des réfugiés, sa responsabilité est rejetée sur les États voisins.

Quant aux Arabes de Palestine, ils comptent 15.000 morts. Entre 700.000 et 800.000 se sont enfuis, croyant que leur exil serait de très courte durée, que leurs alliés auraient tôt fait de vaincre les juifs. Leur désillusion est terrible : les accords de Rhodes entérinent la disparition de l'État arabe promis : Israël annexe la Galilée, Abdallah incorpore la Cisjordanie et la vieille ville de Jérusalem dans le royaume hachémite de Jordanie, l'Égypte contrôle la bande de Gaza. La trahison s'ajoute à la défaite. Dans les dix ans qui suivent, de nombreux dirigeants de pays arabes sur qui en pèse la responsabilité seront assassinés. Parmi eux, le roi Abdallah de Jordanie.

La reconnaissance internationale

En mai 1949, Israël fait son entrée aux Nations Unies, quelques mois plus tard Jérusalem devient capitale du Nouvel État.

S'il n'existe pas de Constitution à proprement parler, des structures gouvernementales se mettent en place. La loi du Retour, sanction légale du sionisme, est votée en juillet 1950, son article premier affirme que « *tout juif a le droit d'immigrer en Israël* ».

La première vague d'immigration est composée de rescapés des camps nazis et des démocraties populaires. Elle comprend aussi les juifs des pays d'islam, ce qui permet aux dirigeants de l'État de justifier le départ des habitants arabes en l'assimilant à un véritable échange de populations.

Les premières années sont périlleuses pour le jeune État qui doit faire face à de grosses difficultés financières, à l'afflux d'immigrants et au blocus arabe.

Dans les camps palestiniens de Gaza, de Cisjordanie, du Liban et de Syrie se développe une idéologie du Retour, *Al Awda*. Grâce à un organisme créé spécialement par les Nations Unies, le taux de scolarisation dans les camps sera bientôt le plus élevé du monde arabe. Mais pour les États arabes, les Palestiniens sont un réservoir de combattants potentiels qui peuvent être jetés contre Israël : leur intégration n'est donc nullement encouragée. La nouvelle génération est élevée dans l'amour d'un pays qu'elle n'a pas connu et dans la haine d'Israël, entraînée à la guérilla et au harcèlement.

Mais tous ne vivent pas dans les camps : les plus riches sont partis dans les pays du Golfe, les intellectuels sont attirés par Le Caire et Beyrouth, foyers d'un nationalisme arabe laïc. En 1951, Georges Habache, médecin chrétien originaire de Jaffa, crée à Beyrouth le Mouvement national arabe. Un an plus tard, Yasser Arafat, jeune ingénieur originaire de Gaza, crée l'Association des étudiants palestiniens.

1954-1966 : NASSER SE DRESSE FACE À ISRAËL

La Palestine n'existe plus que dans les rêves des réfugiés. Sa renaissance ne peut passer que par la renaissance du monde arabe, que seule unit la volonté de détruire Israël. Cette

renaissance va trouver un visage : celui de Gamal Abd El-Nasser, le président égyptien qui rêvait de créer une République arabe unie.

Le parti travailliste israélien est divisé quant à ses relations avec les États arabes. Les modérés, avec Moshe Sharett, sont partisans d'un compromis et de la prise en compte des intérêts diplomatiques américains dans la zone. Les activistes, menés par David Ben Gourion, sont partisans de l'audace et de la politique du fait accompli. Ministre de la Défense, Ben Gourion lance des raids contre les *feddayin* dans la bande de Gaza en février 1955 et en Syrie en décembre. De son côté, Nasser interdit le passage du détroit de Tiran aux navires battant pavillon israélien. En 1956, il nationalise le canal de Suez, provoquant une intervention concertée du Royaume-Uni, de la France et d'Israël. L'opération sera stoppée par les pressions américaines, non sans que l'armée israélienne ait pénétré profondément dans le Sinaï. Sur l'injonction du Conseil de Sécurité et devant la renonciation de la France et du Royaume-Uni, les Israéliens se retirent. Ils tireront plus tard la leçon de cette défaite diplomatique consécutive à une campagne militaire victorieuse : en 1967, ils n'accepteront pas l'injonction de l'ONU d'évacuer les territoires occupés.

La crise de Suez vaudra à Nasser une extraordinaire aura dans le monde arabe. La révolution irakienne et la création en 1958 de l'éphémère République arabe unie égypto-syrienne marquent pour les Arabes la promesse d'une ère nouvelle. Les Palestiniens reprennent espoir et s'organisent dans la clandestinité. L'OLP naît, fédérant des mouvements aux visées parfois divergentes, dont le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache.

Mais l'ambition arabe montre ses limites : la Syrie se retire dès 1961 de la République arabe unie et les divisions entre les pays arabes consacrent leur impuissance face à Israël. Pourtant, au printemps 1967, l'espoir d'une victoire militaire sur Israël renaît.

1967-1972 : L'IDENTITÉ PALESTINIENNE

Mais à Jérusalem on a eu vent des préparatifs arabes et on choisit l'option de l'offensive préemptive. En six jours de guerre éclair en juin 1967, les forces israéliennes occuperont le Sinaï jusqu'au canal de Suez et les hauteurs du Golan. Jérusalem est réunifiée et la citoyenneté israélienne est offerte aux Arabes qui l'habitent.

Il n'est plus question pour les juifs de se faire accepter par les pays arabes du Proche-Orient : leur État est un fait, leur armée invincible. Si pour la droite nationaliste les territoires occupés font partie du Grand Israël, pour la majorité de la classe politique ils constituent un gage en vue de la négociation d'un traité de paix.

Cependant, le sommet arabe de Khartoum, par ses « Trois non » (à la paix, à la reconnaissance d'Israël, à la négociation) renforce la position des « faucons ». La résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU mentionne la nécessité pour Israël de « *frontières sûres et reconnues* » mais exige « *le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés pendant le récent conflit* ». La première exigence ne sera pas satisfaite par les Arabes. Les Israéliens ne se plieront pas à la seconde (Ben Gourion sera seul à la proposer !). Les vaticinations sur les textes français et anglais (*des territoires occupés...*) contre (*from territories occupied...*) ne sont qu'arguties diplomatiques.

La rigidité de la diplomatie israélienne et la construction de la ligne *Bar Lev* dans le Sinaï vont contribuer au retournement de l'opinion internationale, de plus en plus émue par le sort des Palestiniens.

Désormais, les Israéliens doivent gérer à l'intérieur de leurs frontières le problème palestinien : une importante population arabe est restée sur place, sans compter les nombreux camps de réfugiés issus du premier conflit. Un régime de cogestion avec la Jordanie est mis en place, les Palestiniens pouvant circuler entre les deux rives du Jourdain sans que les réfugiés soient pour autant autorisés à récupérer leurs terres. Les groupes de *feddayin* sont

isolés et pourchassés hors du territoire. Dès la même époque commence l'implantation de colonies juives.

Dès 1969, Yasser Arafat prône un état démocratique unique où cohabiteraient juifs, musulmans et chrétiens. Ce n'est que cinq ans plus tard qu'il renoncera à ce rêve et réclamera la création d'un État palestinien voisinant avec l'État juif. La lutte palestinienne s'organise à l'étranger. Cela ne va pas sans mal, surtout en Jordanie où les affrontements entre les Palestiniens et le pouvoir se multiplient. En septembre 1970, qui restera dans les mémoires comme Septembre noir, l'armée jordanienne écrase les Palestiniens, tant civils que combattants. Ceux qui échappent au massacre se réfugient au Liban.

L'OLP, dans les années 1970, fait connaître au monde la cause palestinienne par ses actes de terrorisme, notamment des détournements d'avions avec prises d'otages et des actes qui horrifient l'opinion internationale comme l'attentat à l'aéroport de Lod ou le massacre des athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de Munich en 1972. C'est à cette époque que l'opinion internationale apprend à connaître le mot de "palestinien", écrit en lettre de sang. Le conflit du Proche-Orient trouve sa place dans la guerre froide, l'URSS soutenant les pays arabes et l'OLP tandis que les États-Unis deviennent les indéfectibles alliés d'Israël.

Nasser est mort, remplacé par Anouar El-Sadate. À partir de 1969, l'armée égyptienne, réarmée par les Soviétiques, entreprend une guerre d'usure en bombardant les positions israéliennes le long du canal. L'armée de l'air israélienne réplique par des raids en profondeur. Les Israéliens, persuadés que les Arabes sont incapables de les attaquer, pensent que le temps joue en leur faveur. La surprise sera totale.

1973-1981 : KIPPOUR ET LIBAN

La traversée du canal par les Égyptiens et leur offensive à travers le Sinaï, malgré le redressement et la victoire finale, sont un dur traumatisme pour les Israéliens qui se découvrent vulnérables. Plus grave encore, la guerre a été un des principaux déclencheurs de la première crise pétrolière. L'Europe adhère aux thèses arabes et les États-Unis eux-mêmes hésitent.

Ce réalisme occidental allié au soutien du camp socialiste renforce la position des Palestiniens. En 1974, l'OLP est reconnue comme seul représentant du peuple palestinien par les pays arabes puis par l'ONU où Arafat est invité à venir s'exprimer.

Au Liban, l'afflux des réfugiés palestiniens après Septembre noir a rompu le fragile équilibre des communautés. Les Palestiniens combattent les milices chrétiennes soutenues par la Syrie. En retour, les camps palestiniens de Beyrouth sont bombardés. En 1976, la Syrie intervient militairement au Liban pour mettre au pas les mouvements palestiniens. Le fossé entre les Palestiniens et les États arabes s'élargit encore.

Pour ne pas être en reste, en 1977, alors que la droite a porté au pouvoir Ménaïem Bégin, Sadate se sépare du « camp du refus » et cherche un rapprochement avec Israël. Il se rend à Jérusalem et, devant la *Knesset*, offre la paix à Israël. Ce seront ensuite les accords de *Camp David* mais la paix restera fragile. Israël poursuit l'implantation de colonies en Cisjordanie, déclare Jérusalem « capitale éternelle », annexe le Golan.

Depuis le sud du Liban, l'OLP lance des raids sur la Galilée, jusqu'à provoquer en 1981 une confrontation de grande ampleur. Pour Israël, il est temps d'en finir avec cet ennemi à ses frontières.

1982-1991 : DE BEYROUTH À MADRID

L'invasion du Liban par les forces armées israéliennes, le siège de Beyrouth et, plus encore, les massacres de *Sabra* et *Shatila* achèvent de détourner l'opinion internationale de ses

sympathies pour Israël. Les Palestiniens du Liban doivent reprendre leur exode, cette fois loin de la patrie rêvée : c'est la Tunisie qui en accueillera le plus grand nombre.

En Cisjordanie et à Gaza, les jeunes se radicalisent, le mécontentement monte contre la colonisation juive. En décembre 1987, alors que Hussein de Jordanie a renoncé à la Cisjordanie, éclate une révolte d'une nature jamais vue jusqu'alors : l'*intifada*, la guerre des pierres. L'armée et la police répriment très durement ces civils non armés.

La guerre du Golfe en 1991 sera l'occasion pour Arafat d'effectuer un pas de clerc : se prononçant en faveur de Saddam Hussein, il sera discrédité sur la scène internationale.

Pourtant, les États-Unis veulent en finir avec ce conflit sans fin et imposent la conférence de Madrid. Pour la première fois, les Palestiniens seront présents face aux Israéliens.

1992-2002 : DE MADRID À LA SECONDE INTIFADA

Alors que les négociations de Madrid piétinent, les relations entre le *Likoud* (droite) et les États-Unis se détériorent. Aussi l'accession au pouvoir des travaillistes à la *Knesset* est-il accueilli avec soulagement à Washington. Itzhak Rabin, nommé Premier ministre, limite les implantations juives dans les territoires occupés et relance le processus de paix. Le nouveau gouvernement reconnaît l'OLP et signe en septembre 1993 les accords d'Oslo prévoyant la création d'une autorité intérimaire palestinienne et le retrait israélien des territoires en avril 2004 au plus tard. En 1994, Arafat est autorisé à revenir à Gaza. Il y instaure l'autorité palestinienne dont il sera élu président en 1996. En septembre 1995, les accords d'Oslo sont précisés, prévoyant une zone d'autonomie palestinienne élargie, une zone d'administration mixte et un territoire restant sous contrôle israélien.

Pourtant, les attentats palestiniens favorisent un durcissement de l'opposition de droite. Le 4 novembre 1995, Rabin est assassiné. Les forces armées se redéploient dans les villes de Cisjordanie et la multiplication des attentats palestiniens favorise le retour du *Likoud* au pouvoir en 1996. Benyamin Netanyaou relance les implantations et restreint le dialogue avec Arafat. L'autoritarisme de ce dernier, ses concessions aux Israéliens et la corruption de son administration entament sa popularité auprès des Palestiniens.

En 1999, la gauche revient au pouvoir avec Ehud Barak. Il retire les forces israéliennes de la zone de sécurité qu'elle avait continué à occuper au Liban. Il relance le processus de paix à Camp David mais ne peut éviter l'émiettement de sa majorité. Par ailleurs, les émeutes palestiniennes reprennent en 2000 (seconde *intifada*). L'opinion israélienne est à nouveau envahie par le complexe d'encerclement et le sentiment d'avoir consenti inutilement des concessions aux Palestiniens.

Au sommet de Camp David, Arafat a défendu le projet de création d'un État palestinien comprenant l'ensemble des territoires de Cisjordanie et de Gaza, avec Jérusalem-Est pour capitale, mais Ehud Barak, soutenu par les Américains, entendait conserver 10 % de la Cisjordanie et l'essentiel de Jérusalem-Est.

La seconde *intifada*, reflétant l'exaspération des Palestiniens, est beaucoup plus violente que celle de 1987 : les attentats suicides deviennent courants. L'élection en février 2001 d'Ariel Sharon (qui forme un gouvernement d'union nationale) n'est pas pour calmer les esprits, bien loin de là. Les luttes intestines et les assauts israéliens (opération « Rempart ») aboutissent à la destruction des infrastructures politiques et civiles palestiniennes. Arafat est confiné dans la *Muqataa*, dans la bande de Gaza, les Israéliens lui refusant toute liberté de circulation sauf à s'exiler à nouveau. Par ailleurs, en juin est entamée la construction d'un mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie, empiétant largement sur le territoire de cette dernière. En juillet 2004, l'ONU et la Cour internationale de justice exigeront, en vain, le démantèlement de cette clôture.

2003-2006 : LA DISPARITION D'ARAFAT ET L'ÉVACUATION DE GAZA

En janvier 2003, Ariel Sharon est réélu au poste de premier ministre. En juin, le président George Bush organise une rencontre entre Sharon et Abbas (représentant Arafat toujours prisonnier de la *Muqataa* autour du projet de « feuille de route », qu'Israël adopte avec 14 réserves. Cela n'empêchera pas Sharon d'ordonner des assassinats de chefs terroristes palestiniens, notamment celui, en mars 2004, d'Ahmed Yassine, fondateur et chef spirituel du *Hamas*.

En l'absence d'un accord entre les parties sur les conditions d'un désengagement israélien, Sharon annonce en février 2004 son intention de procéder de façon unilatérale à l'évacuation de la bande de Gaza et de quatre colonies de Cisjordanie. Ce plan est adopté en octobre par la Knesset, avec l'évacuation de 8.000 colons. Il sera réalisé en août et septembre 2005 malgré une vive contestation de la part d'une partie de la population israélienne.

Entre temps, Yasser Arafat est décédé à Paris en novembre 2004 et a été remplacé à la tête de l'Autorité palestinienne par son bras droit Mahmoud Abbas, dit Abou Mazen. Celui-ci devra gérer la situation nouvelle créée par le retrait israélien dans des conditions d'autant plus difficiles que son parti, le *Fatah*, est divisé et que les multiples fractions du *Hamas* refusent de cesser les attaques contre les Israéliens. Des élections législatives doivent être organisées dans les territoires libérés et ceux encore occupés fin janvier 2006 mais il est possible qu'elles soient reportées tant la situation est instable.

En janvier 2005, Sharon, afin de réaliser son plan de désengagement, a formé un gouvernement de coalition associant le *Likoud*, le parti Travailliste et diverses formations ultra-orthodoxes.

En février 2005, Sharon et Abbas se sont rencontrés à Sharm El-Sheikh et ont annoncé la fin de la violence. L'Égypte et la Jordanie ont rétabli des relations diplomatiques avec Israël. Petit territoire de 360 km², la bande de Gaza est peuplée de 1,226 million d'habitants, soit une moyenne de 3.400 h/km². L'autorité palestinienne n'y jouit que d'une souveraineté très limitée puisqu'il ne dispose du contrôle ni de son espace aérien ni de sa mer territoriale. Le droit de passage entre ce territoire et la Cisjordanie est strictement encadré et le seul accès vers l'étranger est le poste de *Rafah* à la frontière égyptienne, tenu par les Palestiniens mais sous télésurveillance israélienne et en présence d'observateurs internationaux. Les habitations des anciens colons ont été détruites, ainsi que les synagogues afin d'éviter leur profanation, mais les installations de production (serres notamment) ont en principe été remises intactes aux Palestiniens. Il ne reste pas moins que l'économie précaire de Gaza repose pour le moment sur l'emploi en Israël.

De toute façon, le refus des groupuscules extrémistes de cesser les tirs de roquettes sur les villages israéliens a donné prétexte aux forces israéliennes à des bombardements d'itinéraires utilisés par les auteurs de ces tirs, à des frappes sur les lieux où les chefs du *Hamas* sont signalés et, en fin de compte, à la création d'un *no man's land* dans le nord de la bande de Gaza. Nous sommes encore loin des conditions d'émergence d'un État palestinien souverain. L'agitation autour de l'évacuation des colonies a rendu la position de Sharon au sein du gouvernement extrêmement instable. Son parti même, le *Likoud*, est divisé. Aussi décide-t-il le 17 novembre d'organiser des élections anticipées dès février 2006. Quatre jours plus tard, il rompt avec le *Likoud* et forme le parti centriste *Kadima*, « En avant ! ».

CONCLUSION

Après la mort de Yasser Arafat et les difficultés de Mahmoud Abbas à s'imposer au sein de son propre parti, le *Fatah*, sans compter son impuissance face aux multiples factions du *Hamas*, voici qu'Ariel Sharon, frappé d'une grave hémorragie cérébrale, ne sera sans doute plus jamais en état de reprendre les commandes de l'État d'Israël. Aux inquiétudes de l'année

2005 s'ajoutent désormais deux incertitudes : celle des élections législatives palestiniennes, dont la tenue même est une gageure, celle des élections anticipées en Israël juste après la disparition de Sharon de la scène politique.

Mahmoud Abbas, faute de pouvoir présenter une liste unie du *Fatah*, s'est résolu à approuver à la fois la liste officielle et la liste dissidente « L'avenir » de Barghouthi. C'est dire qu'en cas de victoire sur le *Hamas* et les diverses autres factions activistes, son contrôle du pouvoir palestinien n'est pas assuré. Certes, le *Hamas* et le *Jihad islamique palestinien*, qui sont proches de la population palestinienne et savent combien l'*intifada* lui coûte, ne seraient pas opposés à une trêve avec Israël. Mais ils ne l'accepteront qu'à condition non seulement d'être associés aux négociations mais aussi d'obtenir une place politique dans le futur État palestinien. Or, la fin de la lutte armée entraînerait immanquablement leur marginalisation. La marge de manœuvre de Mahmoud Abbas est donc étroite : il ne peut coopérer avec les mouvements islamistes qu'en tolérant leurs actions violentes, s'interdisant dans l'immédiat une paix de compromis avec Israël. Quant à réduire les activistes à l'impuissance il n'en a pas les moyens.

Du côté israélien, la disparition d'Ariel Sharon n'interdit pas d'envisager une victoire de *Kadima* aux élections législatives anticipées. Cela suffira-t-il à poursuivre le processus un paix jusqu'à présent si boiteux ? Qui sera le nouvel homme fort capable de faire accepter un retrait de l'essentiel de la Cisjordanie et d'au moins une partie de Jérusalem-Est ? Quel sera l'effet d'un retour en force du *Likoud*, que ce soit en 2006 ou plus tard ?

Des deux côtés, on aspire à la paix. Des deux côtés, on doute de la paix. Comme l'exprimait le Conseil de sécurité de l'ONU dans son communiqué du 25 avril 2004, « Les Palestiniens ont besoin d'être rassurés quant au fait qu'un accord final respectera leurs droits fondamentaux, inscrits dans tant de résolutions des Nations unies, s'agissant des réfugiés, des colonies de peuplement, des statuts de Jérusalem et des frontières. Les Israéliens, eux, doivent être rassurés sur le fait que l'accord de paix final sera réellement définitif, mettant fin au conflit et aux exigences qui y sont associées, à la terreur et à la violence, et conduira à la reconnaissance d'Israël par tous les États voisins ».

Rien n'est moins simple à réaliser. La question des réfugiés, notamment, est insoluble : ce sont à présent des millions de Palestiniens exilés qui pourraient prétendre à retourner non pas dans le territoire du nouvel État palestinien, mais en Israël ! Quant à la fin de la violence, elle ne peut être obtenue que... par l'emploi de la violence de la part du gouvernement palestinien à l'égard des derniers îlots de *jihad*.

La Palestine a besoin de la paix pour exister. Israël a besoin de la paix pour prospérer. Les Palestiniens ont besoin d'Israël pour trouver des emplois et des débouchés à leurs produits. Les Israéliens ont besoin de la main d'œuvre palestinienne. Mais l'histoire a forgé des rancunes, des frustrations, des humiliations. Elle a créé deux nations sur un même territoire. L'exécration d'Israël a légitimé des pouvoirs dans des États du Proche-Orient et du Moyen-Orient. L'imbrication des frontières de la Palestine et d'Israël est aussi absurde, du point de vue géopolitique, que celle des deux entités qui forment la Fédération bosniaque. Dans ces conditions, aspirer à une solution rapide et durable de la crise relève de l'angélisme.

Quoi que l'on en veuille, la crise du Proche-Orient demeurera longtemps encore. Du moins peut-elle être apaisée, régulée, et gérée au niveau diplomatique. Le meilleur garant d'une gestion pacifique des différends entre les deux nations est l'accès de la Palestine à une relative prospérité. De cela les pouvoirs israélien et palestinien sont responsables. De cela les pays développés sont responsables. Et cela sera à tous profitable.